

Dissolution d'Urgence Palestine

En Essonne, les organisations font front

Face au silence et à la désinformation des grands médias, Urgence Palestine n'a eu de cesse de dénoncer la colonisation et le génocide commis par Israël en Palestine. Via sa section locale en Essonne, ce collectif a sensibilisé et mobilisé sans relâche les habitant·es sur cette juste cause. Aux côtés d'une vingtaine d'autres organisations depuis plus d'un an et demi, UP 91 a été l'une des plus dynamiques. Sur un rythme intense, avec beaucoup de créativité et très peu de moyens, elle a été de toutes les mobilisations et en a initié certaines, de Corbeil-Essonne à Evry, en passant par Vigneux-sur-Seine et Massy, réunissant un public divers et issu de la banlieue.

Malgré la fatigue et la violence du génocide en direct, UP n'a jamais montré le moindre signe de violence ou d'antisémitisme. Contrairement aux accusations fallacieuses du ministre de l'intérieur, arguant d'un prétendu islamisme, et prétendant qu'UP « défigurerait la juste cause des Palestiniens », nous avons constaté l'engagement citoyen constant de nos camarades et à quel point elles honoraient la lutte jour après jour, dans un contexte pourtant hostile et anxiogène. Ciblée par des médias d'extrême-droite prétendant « l'infiltrer » en se déguisant, attaquée sur le web pour désactiver son compte Instagram, diffamée régulièrement par des représentants des partis d'extrême droite tels le Rassemblement National, UP a tenu bon.

Nous sommes dans la rue et nous savons ce qui s'y passe. Ce qui "défigure" la cause palestinienne ce n'est pas Urgence Palestine. C'est le travail gouvernemental de pilonnage et de déstructuration méthodique de la société civile solidaire par de nombreux procédés : interdictions de manifester, dissolutions politiques et terreur de l'article 40 se multiplient depuis un an et demi. C'est traîner des Palestinien·nes et leurs alliés devant les tribunaux, menacer de les condamner à des peines d'emprisonnement ferme et à des expulsions et assimiler systématiquement l'antisémitisme à l'antisémitisme. C'est vider la cause de toute substance en la dissociant des droits légaux des Palestinien·nes à l'autodétermination, à la vie, à la résistance et à la sécurité. C'est la complicité du gouvernement français avec Israël, visible à travers l'énonciation d'une immunité diplomatique pour Netanyahu malgré le mandat d'arrêt international de la CPI, dont la France est signataire, ou par l'accueil prévu des vendeurs d'armes israéliens, tel Elbit System, lors du prochain salon du Bourget.

Face à ce cirque écoeurant, nous demandons au gouvernement et au ministre de l'intérieur de cesser d'entraver le droit d'expression, de manifestation et d'organisation de la société civile solidaire de la Palestine, et d'interrompre la stigmatisation des citoyen·nes engagé·es sur la base de leur appartenance réelle ou supposée à l'Islam. Nous enjoignons le gouvernement à mener enfin un travail diplomatique sérieux et cohérent, comme l'ont fait d'autres pays, en cessant toute faveur et collaboration avec l'état génocidaire, désormais responsable de plus de 52 000 mort·es en moins d'un an et demi.

Nous exigeons la cessation immédiate du processus de dissolution d'Urgence Palestine. Nous resterons solidaires et nous ferons front pour Urgence Palestine et le plein exercice de notre solidarité avec la Palestine.

Premiers signataires :

